



# Demande d'aide

- Prise en charge de cotisations
- Echancier

N° d'immatriculation MSA

**IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT**

Nom : ..... Prénom : ..... Date de naissance : .....

En dehors de votre exploitation agricole, avez-vous une activité rémunérée ? .....  OUI  NON

Si OUI, laquelle ? ..... Revenu annuel : .....

• **ENFANTS** Nombre d'enfants à charge : .....

**ADRESSE DU DECLARANT INDIVIDUEL ou DU SIEGE DE L'EXPLOITATION en cas de société**

Rue ou lieu-dit : .....

Commune : ..... Code postal : .....

Tél : : .....

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION**

N° de l'exploitation (si différent du n° individu) : ..... N° SIRET (s'il existe) .....

N° pacage : .....

**NATURE DES PRODUCTIONS**

Productions	CA HT	Quota/Nombre Production annuelle	Nom et adresse du lieu de livraison des produits (ex : laiterie, coopérative, etc)
Bovins/lait			
Bovins viande			
Porcins			
Ovins		Nombre de brebis :	
Volailles			
Lapins		Nombre de cages :	
Chevaux ( <i>Préciser la nature de l'activité</i> )			
	CA HT	Surface	
Cultures céréalières			
Cultures spécialisées			
Primes DPU perçues			

**SITUATION FINANCIERE DE L'EXPLOITATION ET DU MENAGE (à ce jour et hors dette MSA)**

DETTES - FOURNISSEURS (Dernier bilan clos)	Montant	Observations
Fermage - Vétérinaire - Percepteur - Divers		

**PROPOSITION DE PLAN DE REGLEMENT DES COTISATIONS** (obligatoire pour bénéficiaire d'une prise en charge de cotisations)

Etalement de la dette : ..... mois

Montant de l'échéance mensuelle ..... €

Première échéance le : .....

**ORIGINE DES DIFFICULTES** (joindre une annexe si nécessaire)

**AIDES DE « MINIMIS » (PLAFONDS D'AIDES) DANS LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE PRODUITS AGRICOLES**

Je suis (nous sommes) informé(es) que la présente aide relève du régime «de minimis», conformément aux règlements (UE) n° 1407/2013 et n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre

2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, publié au Journal officiel de

l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2019/316 du 21 février 2019.

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale ins-

crite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » agricoles (en référence au règlement (UE) n° 1408/2013 et (UE) 2019/316) ou

au titre «de minimis» entreprise (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
	<b>Total A</b>	<b>€</b>

- avoir demandé mais pas encore reçu la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous

au titre des aides dites « de minimis » agricole (en référence au règlement (UE) n° 1408/2013 ou au règlement (UE) n° 2019/316) et dites « de

minimis » entreprise (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Date de la demande	Montant demandé
	<b>Total B</b>	<b>€</b>

- demander, dans le présent formulaire, une aide relevant du régime « de minimis » entreprise (règlement (UE) n° 1407/2013) ou une aide relevant du régime « de minimis » agricole (règlement (UE) n° 1408/2013)

**Sur l'exercice fiscal en cours et les deux précédents :**

- le total des aides accordées dans le cadre du régime de minimis «entreprise» ne doit pas excéder 200 000 €,

- le total des aides accordées dans le cadre du régime de «minimis» agricole ne doit pas excéder 20 000 €.

Je m'engage (nous nous engageons) à conserver ou fournir tout document permettant

de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

J'atteste sur l'honneur que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véritables (Art. 22.II de la Loi n° 68-690 du 31/7/1698 : «quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'Etat... un paiement ou avantage quelconque indu, sera puni d'un emprisonnement et d'un taux d'amende...»).

J'autorise tous les créanciers et tous les organismes intéressés d'une façon quelconque à

ma situation, à communiquer à la MSA Côtes Normandes, ou à toute personne habilitée par elle, tous documents et renseignements utiles à la connaissance de ma situation. J'autorise de même la MSA Côtes Normandes, ou toute personne mandatée par elle, à communiquer à ces mêmes personnes et organismes les renseignements qu'ils jugeront utiles à la recherche d'une solution à mes problèmes.

J'autorise la MSA Côtes Normandes à saisir la commission Agriculteurs en difficulté en vue de l'étude de ma situation et sollicite la Commission de recours amiable MSA pour la remise des majorations de retard.

Fait à ..... le .....

Signature du chef d'exploitation,

Signature du conjoint,

Faire précéder vos signatures de la mention «Lu et approuvé»